

BOUCS EMISSAIRES

Peut-on se désintéresser du monde qui nous entoure quand on est agent-e des Finances Publiques ?

Peut-on ne pas entendre les difficultés exprimées par nombre de personnes à l'accueil dans les SIP et trésoreries, ne pas constater, dans les services SPL, la smicardisation de la fonction publique hospitalière et territoriale quand on valide les payes, ne pas être choqué par les vannes ouvertes du CICE dans les SIE, ne pas relever le poids des niches fiscales qui profitent aux plus riches dans les services de contrôle ?

Peut-on ignorer que la question des finances publiques est au cœur du débat sur la nature de la « crise » et les moyens de s'en sortir ou le chemin pour s'y enfoncer ?

Le ferait-on que l'actualité est là pour le rappeler, et rappeler aussi la nécessité d'expliquer, à rebours du discours dominant dans les médias, où sont les responsabilités.

Faute de quoi nos réponses seraient fausses, à l'image du saccage du CFP de Morlaix par des agriculteurs en colère (voir le compte-rendu de la manifestation de soutien sur le site de la CGT Finances Publiques : <http://www.financespubliques.cgt.fr/29/>)

N'emboîtons pas le pas au réflexe de la recherche d'un bouc émissaire à nos difficultés, au manque de reconnaissance de notre travail et au mal être qui en découle.

Serait-il judicieux, par exemple, de jalouser les salarié-es d'Airbus dont les salaires moyens sont supérieurs aux nôtres ? Ne vaut-il pas mieux au contraire se battre pour que nos qualifications soient pleinement reconnues ?

Sans parler de l'aspect éthique ou moral de la question, plutôt que d'accuser les travailleurs étrangers de tous les maux, ne vaudrait-il pas mieux s'attaquer à ceux qui en profitent, en les sous-payant, en ne les déclarant pas, en les utilisant contre les autres salarié-es... ?

Aux agriculteurs incendiaires de Morlaix, nous disons qu'ils se sont trompés de cible. **Ne commençons pas la même erreur, ne jouons pas avec des allumettes !**

ET « LES SYNDICATS » ?

Cette vigilance s'impose aussi aux organisations syndicales. Le rôle d'une organisation syndicale est de défendre au mieux les salarié-es (salaires, carrières, conditions et organisation du travail, lutte contre toutes les discriminations etc...), et ceci est d'autant plus important que le cadre de travail se dégrade fortement.

Ce qui est important, c'est d'être cohérent à chaque niveau d'intervention du syndicat : évidemment au plus près des salarié-es sur le lieu de travail, mais aussi dans les directions locales, régionales ou nationales.

C'est cette cohérence qui guide l'action de la CGT et qui détermine sa recherche de l'unité la plus large.

De ce point de vue, l'acceptation, par certaines organisations, de politiques qui remettent en cause les droits des salarié-es ne facilite pas les choses.

La CGT signe, dans la fonction publique comme dans le privé, nombre d'accords avec les employeurs. Mais elle ne se résoudra jamais à dilapider les acquis sociaux engrangés par des générations de salarié-es : sécurité sociale, code du travail, statut de la fonction publique, impôt solidaire...

Sans cela, pas de pacte social qui tienne !

On n'est pas « moderne » quand on accompagne, pensant peut-être en limiter la casse, une politique qui remplit les poches d'une classe de profiteurs.

La CGT reste fidèle aux valeurs qui l'ont fondée, il y a

presque 120 ans : la défense de l'intérêt des salarié-es et des plus faibles, la revendication de conditions de travail meilleures, la tolérance et la solidarité contre le destin individuel et le rejet des autres, la démocratie et le partage des décisions que beaucoup invoquent mais ne pratiquent pas.

Alors oui, osons l'affirmer, la CGT n'est pas un syndicat comme les autres, elle n'est pas « les syndicats ». Elle est « La CGT » !

Jamais elle ne choisira le confort, le conformisme. Ni le repli corporatiste.



CARTE VITALE OU DIVIDENDES ?

La sécurité sociale n'est pas malade de trop de dépenses mais d'un manque croissant de recettes. Le chômage de masse et la fraude patronale ne sont pas les seules explications.

Quand on fait cadeau au patronat de tout ou partie des cotisations sociales, ce sont les ressources de la protection sociale dans toutes ses composantes que l'on réduit, c'est une partie du salaire, la partie socialisée, qui est spoliée. C'est l'idée même de solidarité qui est sapée.



Inévitablement, on en vient à baisser les prestations : indemnités de maladie ou d'accident du travail, retraites, prestations familiales etc...

Les dernières mesures de restrictions annoncées par le gouvernement pour les branches famille et maladie, ne surprendront donc que les naïfs.

Chacun participe au financement de la sécu pour permettre à tous de bien vivre, bien se soigner, bien vieillir.

C'est cette solidarité qu'il faut défendre ! C'est ce qui la différencie des assurances privées et du chacun pour soi.

La CGT appelle les salarié-es à s'inviter dans le débat.

Le 16 octobre, elle interpellera, à leurs permanences, les député-es PS de Loire-Atlantique qui ont voté la confiance au gouvernement et son programme antisocial.

Rendez-vous est donné ensuite pour une manifestation départementale à Nantes à 14 heures.

POUR DÉFENDRE NOS DROITS

- à un travail décent,
- à un salaire décent,
- à une protection sociale solidaire

Soyons tous présents à la manifestation du 16 octobre

Après Morlaix et Questembert, Alberville !

Un nouvel incendie sur un centre des Finances Publiques a eu lieu, cette fois c'est à Alberville ! Les premières informations confirment la thèse d'un acte volontaire. Le centre sera vraisemblablement fermé plusieurs jours.

La CGT a immédiatement saisi la direction générale pour réaffirmer le besoin de protection de l'ensemble de nos collègues sur tous les sites et pour demander à ce que les attentes des collègues d'Alberville soient entendues.

La CGT Finances Publiques condamne cet acte et apporte tout son soutien aux agents du CFP d'Alberville

